

*L'un des événements politiques les plus importants de la dernière séquence électorale qui s'est déroulée en Colombie a sans aucun doute été la consécration de [Francia Márquez](#) comme personnalité politique nationale. Dirigeante du mouvement social et politique « Soy porque Somos » (Je Suis parce que nous Sommes), elle a remporté la troisième place d'une consultation politique nationale visant à élire de nouveaux et nouvelles membres du Congrès, à laquelle ont également participé plusieurs coalitions électorales, via des primaires, afin de définir leurs candidatures à la présidence et à la vice-présidence de la République.*

*Dans ce processus politique, Gustavo Petro, pour le [Pacto Histórico](#), a remporté la nomination pour être candidat à la présidence de la République, et Francia Márquez, la nomination pour être sa vice-présidente. Nous ne mentionnerons pas une figure de proue des évangéliques, Alfredo Saade, qui, dans le cadre du même pacte et de la même concertation, a obtenu le score dérisoire de 23 000 voix comme porte-drapeau du « zéro avortement », un slogan douloureusement approuvé par le leader du parti [Colombia Humana](#).*

\*\*\*

L'événement a fait enrager les classes dominantes et leur régime politique, ainsi que les élites colombiennes : qu'une femme d'origine paysanne, noire, plébéienne, écoféministe, investie dans les luttes de classe, aspire à la vice-présidence de la République dans le cadre de cette coalition électorale, leur semble intolérable. La droite, qui se vautre dans la boue de ses propres crimes et de ses haines racistes, se demande avec colère : « Comment est-elle arrivée jusqu'ici ? » « Que s'est-il passé pour qu'ils ne puissent pas la retirer ? » « Une ancienne employée domestique au Palais présidentiel, la Casa de Nariño ? »

Mais les faits sont têtus. Cette femme humble d'origine paysanne est devenue un symbole national et international parce qu'elle a fait siennes les luttes des opprimé.e.s et des exploité.e.s, des peuples [noirs raizal](#), [marron](#) et [palenquero](#), des indigènes et des paysan.nes pauvres, des travailleur.se.s formel.les et informel.les, des femmes traitées comme une minorité nationale dépourvue de droits, criminalisées et persécutées pour avoir exigé le respect et la garantie de leurs droits de genre, de la communauté LGBTQ+, de la jeunesse appauvrie et sans avenir des villes et des campagnes, de ces multitudes qui ont fait entendre leur voix et sentir leur colère lors du sursaut social du 28 avril 2021, de cette jeunesse courageuse et lucide qui a défilé et crié ses revendications en participant à la « [première ligne](#) » .

Rien de ce qui est humain dans la condition sociale des faibles, des opprimé.es et des racisé.es ne lui est étranger. Son esprit révolutionnaire a embrassé et fait siennes les luttes des « riens » et des « igualaos » contre la crise humanitaire générée par la violence et la misère qui rongent le pays et ses racines profondes. Sa dimension politique en tant que femme rebelle, porte-parole de ceux d'en bas, s'est affirmée dans les processus sociaux horizontaux et transversaux qui se sont déroulés et se déroulent encore dans les communes et les quartiers des villes, dans les puits de mine, dans les coudes et les berges des fleuves, dans les parcelles et les territoires des Indien.nes, des Noir.es et des paysan.nes pauvres, dans les mobilisations contre l'exploitation minière illégale et anticonstitutionnelle, dans les journées contre le racisme institutionnel et diffus, dans les grèves et les protestations contre la destruction de l'environnement, dans les cuisines communautaires de la « première ligne » , dans la « [marche des turbans](#) » pour son [fleuve Ovejas](#) et son territoire ancestral dans le nord du Cauca, dans sa lutte pour la vie et le bien-vivre.

Si la rue, la place publique et les champs ont été son élément, son langage est celui des droits de l'homme comme fondement de sa personnalité politique qui a façonné ses actions et ses idées en faveur des dépossédé.es. Les distinctions internationales qu'elle a reçues le prouvent amplement : Prix National pour la Défense des Droits de l'Homme en Colombie, catégorie « *Défenseuse de l'année* » (2015) ; « *Goldman Environmental Prize* » (Prix Nobel de l'Environnement, 2018) ; « *Prix Joan Alsina pour les Droits de l'Homme* (2019) » et « [BBC 100 Women 2019](#) » .

Ses luttes et celles des siens, les communautés afro-descendantes, les peuples indigènes et les paysan.nes pauvres et de ceux qui la soutiennent et la reconnaissent, ne sont pas de la rhétorique ou des pactes venus d'en haut. Elle a vu le visage de la mort et n'a pourtant pas été séduite par les charmes sinistres de sa tête de méduse. Parce qu'elle a vu la mort, elle se bat pour la vie avec des méthodes démocratiques et sans faux-semblants. Personne ne lui a fait de cadeau dans une société machiste où un [ancien président de la République et apparatchik du Parti Libéral](#), utilisant un langage patriarcal, la traite de « grossière » pour lui avoir rappelé ses actions clientélistes et néolibérales. Dans un pays de massacres, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, elle se bat pour la vie et le bien-vivre. Face aux ravages produits par la barbarie capitaliste dominante, elle propose la construction d'un autre pays et d'une nouvelle République démocratique du peuple d'en bas. En tant que femme collective, source de vie, avec un regard ferme et une voix assurée, elle s'oppose la colère raisonnée de la résistance environnementale éco-féministe contre un régime politique raciste, sexiste et homophobe.

Son humilité complexe, sa connaissance et son engagement envers la Colombie profonde et plébéienne dont elle est issue, lui ont permis d'utiliser l'exquise arrogance de quelqu'un qui se sent sûre d'elle pour défendre et promouvoir des idées et des revendications de nature émancipatrice avec une grande humanité. Les revendications et propositions démocratiques qu'elle avance en tant que leader de « Je Suis parce que nous Sommes » s'inscrivent dans une perspective anticapitaliste et socialiste, en contradiction avec le modèle économique néolibéral et extractiviste qui gouverne notre pays et la patrie latino-américaine : « Une autre société est possible », affirme-t-elle sans ambages, « différente de celle de la barbarie et de la mort, où la dignité sera la norme », comme expression d'une relation sociale d'égalité, de reconnaissance et d'une meilleure qualité de vie. Ce sont ces dynamiques et ses convictions politiques qui expliquent pourquoi Francia Márquez est devenue une dirigeante révolutionnaire qui progresse grâce à ses profondes racines populaires.

## Francia Márquez dans le Pacte Historique

Son entrée dans le [Pacte Historique](#) a été une bouffée d'air frais pour cette coalition électorale, qui avait été caractérisée de l'intérieur comme une alliance politique sans classes sociales, en raison de sa composition interne hétéroclite. Les deux y ont gagné. Mais elle a marqué un tournant au sein du Pacte, car l'arrivée de Francia Márquez a généré une nouvelle situation politique en son sein en raison de ses positions de classe et du fait qu'elle a mis en avant à la fois le sujet tabou du racisme et sa conception de la lutte pour l'égalité au-delà des limites étroites de la démocratie formelle.

Sa présence dans la course électorale pour la présidence et la vice-présidence de la République, sur un ticket avec Gustavo Petro, a généré un nouveau climat moral et

politique face à la crise du régime politique dirigé par Iván Duque et son parti, le Centre Démocratique (*Centro Democrático*). Les positions de classe de Francia Márquez pour la défense de ceux d'en bas et ses invectives contre le racisme et ses différents visages, contre le modèle capitaliste néolibéral d'accumulation, mal accueillies par certain.es de ses membres, sont pourtant une brillante tentative de refonder la lutte politique tout en retrouvant l'importance pour les travailleur.se.s de la méthode de la lutte des classes.

Sa conception de la politique articulée avec cette méthode a redessiné le scénario pour aborder et résoudre, de manière indépendante et avec clarté, les conflits et les tensions qui sont générés au sein de la relation capital-travail, c'est-à-dire entre patrons et travailleur.se.s, entre un capitalisme raciste, homophobe et sexiste et les classes laborieuses qui souffrent de son despotisme et de l'esclavage du travail salarié. Elle sait que c'est là, dans un contexte de rapport de forces, que les opprimé.es et les exploité.es deviennent fort.es lorsqu'ils et elles agissent de manière indépendante avec leur propre voix et des principes clairs en mettant en avant leurs revendications et leurs exigences politiques, y compris l'accession au pouvoir.

Elle sait aussi, avec un grand réalisme, que la droite, pour qu'il n'y ait pas de lutte des classes, tue l'enfant au berceau, en utilisant la terreur et la guerre sale quand elle le juge nécessaire, dans le but de réduire ou d'annuler toute légalité pour qu'elle n'ait pas lieu, ou en la présentant comme un champ de haine pour la discréditer. Les forces sociales et politiques au pouvoir savent que les exploité.es et les opprimé.es ont besoin de la légalité pour se faire entendre et faire avancer leurs revendications et que la terreur paralyse et disperse.

Cependant, en laissant de côté tout fatalisme qui pourrait découler de la tension décrite ci-dessus, il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'une politique dans une société de classes, au sein de laquelle se résolvent les conflits sociaux et les luttes pour le pouvoir et la gouvernabilité. À cet égard, il convient également de rappeler que le vote obtenu par le Pacte Historique, en particulier par Francia Márquez lors des dernières élections du 13 mars, a constitué une défaite retentissante pour la fumisterie du « centrisme ». Face à la faillite du gouvernement d'Iván Duque et de ses alliés, à son discrédit à l'intérieur et à l'extérieur du pays, à la perte d'hégémonie de l'uribisme au sein du bloc des classes dirigeantes, au regain du paramilitarisme, aux massacres, au démantèlement des Accords de Paix et à l'aggravation du conflit armé interne, la poursuite des exécutions extrajudiciaires et des affaires, la classe politique et les plus de cinquante pré-candidat.es à la présidence de la République et leurs différentes coalitions électorales, jouant à l'anti-politique, ont décidé de se couvrir tous du tapis honteux du « centrisme ».

Pour aider à tisser ce tapis, les oligarchies et leurs partis politiques, les élites et les puissants médias se sont attelés à la tâche de fabriquer un « centre politique » comme un fétiche. Ni droite ni gauche, tel était le slogan, dans le seul but de masquer une lutte des classes aigüe qui traverse la société colombienne avec un fil rouge. Avec la circonstance aggravante que, tandis que des sommes énormes de capital étaient dépensées de manière obscène pour construire ce canular, la sale guerre et le paramilitarisme étaient intensifiés depuis le haut, précisément pour arrêter cette lutte de classes.

Finalement, comme l'accouchement de la montagne, une souris grandiloquente et grotesque a émergé, un certain « [Fico](#) » [Gutiérrez](#), qui n'a fait que confirmer ce que le « centre » mentionné ci-dessus a voulu cacher, le tout au milieu du spectacle lamentable d'un [Sergio Fajardo](#), figure mélodieuse de l'élite uribiste, prenant l'eau avec ses baleines dans le réservoir de [Hidrotuango](#). Gustavo Petro et Francia Márquez, en tant que porte-

parole du Pacte Historique, avec des styles politiques différents, chacun à sa manière, ont soulevé ce tapis putride et montré au pays les horreurs et les impostures qu'il recouvrait.

Face à de telles réalités, il n'y avait pas de terrain d'entente. Après une telle farce, il est finalement devenu clair pour tout le monde qu'un gouvernement du Pacte Historique dirigé par Gustavo Petro et Francia Márquez, représente et signifie un pacte de paix et une ouverture démocratique, que les [Accords de La Havane](#) permettaient d'entrevoir, mais que le régime d'Iván Duque et ses alliés ont noyé dans des fleuves de sang tout en remplissant leurs coffres grâce à des larcins scandaleux.

## Pour un Parti Noir dans une « nation arc-en-ciel »

Ce pacte de paix et d'ouverture démocratique a de nombreux ennemis, dont l'un, ancien mais diffus, est le racisme, sur lequel repose notre mode de vie sous de multiples formes. Pas sous la forme brutale et policière de l'apartheid en tant que système et régime politique, mais, oui, avec certaines de ses images et méthodes, comme cela s'est produit dans le [nord du Cauca](#) et dans la [Région Pacifique](#), à commencer par le [Département du Chocó](#).

Ce racisme ne repose pas sur la férocité et le mépris du *ré-esclavage* étatsunien après l'adoption du [13e Amendement](#) et la fin de la guerre civile en 1865, jusqu'au [Civil Rights Act](#) de 1964 et au [Voting Rights Act](#) de 1965, mais, oui, avec certaines de ses méthodes et de son imagerie. Tout comme il est presque impossible de repenser l'existence de sociétés fascistes, il est possible et récurrent de constater l'utilisation politique et militaire de méthodes fascistes par des régimes autoritaires. De même qu'il n'existe pas de conquêtes sociales et politiques irrévocables, il n'existe pas d'instruments de terreur et de barbarie qui ne puissent être réédités et utilisés par de tels régimes, même s'ils conservent les formes juridiques du système de la démocratie représentative. Il suffit de rappeler les « écoles » d'entraînement paramilitaire à l'époque de [Carlos Castaño](#) et [Salvatore Mancuso](#), dénoncées à l'époque par le quotidien *El Tiempo*.

Le racisme est en effet une dimension politique et sociale du régime capitaliste et, en tant que tel, il a une justification politique. Par conséquent, dire que le « nègre » est une invention politique n'est en aucun cas exagéré. Elle était nécessaire pour justifier la colonisation, la traite des esclaves et leur mise en esclavage, avec comme préalable leur déshumanisation et leur réduction à l'état de choses. Ils ne sont plus pendus ou accrochés aux arbres comme des « fruits étranges », comme le [rappelle Billie Holiday](#) dans une de ses chansons. Mais le caractère de cette invention, en tant que mécanisme destructeur de vies, est toujours à l'œuvre, affirme [Luigi Ferrajoli](#), dans son lumineux essai [Iura Paria](#). Elle continue d'être soutenue par des anthropologies de l'inégalité, où les faibles et les différents sont traités comme inférieurs, sur la base de la naturalisation sociale et juridique des différences, afin de nier leur valeur égale dans l'affirmation de l'identité et de les dépouiller de leur dignité humaine.

Le racisme et les anthropologies de l'inégalité vont de pair et se nourrissent mutuellement, partageant leurs caractéristiques : sexisme, machisme, discrimination fondée sur la couleur de la peau, homophobie, classisme, criminalisation de l'immigration illégale et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, qui, selon l'auteur mentionné ci-dessus, « sont exactement la même chose ».

---

« Le racisme, dit-il, est essentiellement un mécanisme politique d'exclusion : de discrimination et, finalement, de déni de l'humanité de l'autre. En général, le racisme est donc ce qui rend possible l'oppression, la discrimination et même la suppression d'une partie de l'humanité. »[1]

L'égalité promue par Francia Márquez et son mouvement « [Je Suis parce que nous Sommes](#) » [2], en tant que droit fondamental complexe et matrice d'autres droits fondamentaux, ne s'arrête pas à l'égalité formelle et ne se cantonne pas à sa version libérale, comme je l'ai dit précédemment. Sa conception correspond, de manière très profonde, à l'égalité substantielle : l'égalité juridique et formelle dans la valorisation universelle des différences pour la conquête et l'affirmation d'une identité positive contre toute discrimination ; mais aussi l'égalité sociale, c'est-à-dire la jouissance et l'exercice des droits sociaux dans la lutte pour surmonter les inégalités matérielles qui violent la qualité de vie et les formes d'existence dans une société de classes, d'exploité.es et d'opprimé.es, d'humilié.es et d'offensé.es. Cela signifie que, pour être pleinement égalitaire, l'égalité requiert la reconnaissance et la garantie des droits sociaux à la santé, au travail, à l'éducation et aux services publics, entre autres. Par garanties, selon la formulation heureuse de Luigi Ferrajoli, nous entendons

« ... les techniques prévues par le système juridique pour réduire la distance structurelle entre la normativité et l'efficacité et, par conséquent, pour rendre possible l'efficacité maximale des droits fondamentaux en cohérence avec leur stipulation constitutionnelle »[3].

Cette formulation de nature programmatique a pour ennemi et toile de fond, je le répète, ce racisme latent et diffus qui, parce qu'il est latent et diffus, n'en est pas moins efficace. Cela est d'autant plus vrai si l'on n'oublie pas le fait historique et social que la Colombie est un pays qui compte la troisième plus grande population d'origine africaine d'Amérique latine, après le Brésil et Cuba. Cette réalité pose le défi de la lutte pour une « Colombie arc-en-ciel » multiethnique et multiculturelle, comme Nelson Mandela et son parti, le Congrès National Africain (ANC), l'ont proclamé à l'époque, avec une grande vision historique, dans leur lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Si Mandela et son parti ont pu le faire, nous pouvons le faire ici aussi. Il est temps de construire un « Parti Noir » en Colombie, avec une large base sociale et sans discrimination, qui reflète et exprime le riche contenu politique de la conception qui sous-tend cette belle métaphore.

C'est la tâche que doit assumer ce « Parti Noir ». Bien que cette revendication soit inscrite dans la constitution de 1991, elle est loin d'être une réalité au niveau national pour les raisons déjà mentionnées ci-dessus. La [loi 70 de 1993](#) était également un pas en avant, mais ce n'est que cela : un pas en avant et aucun des soi-disant [Conseils Communautaires](#) n'a une dimension nationale ni n'exprime les besoins et les revendications de la population afro-descendante dans son ensemble. Un « Parti Noir » est nécessaire en tant que sujet politique collectif ayant une vocation de pouvoir. Les nombreuses difficultés que Francia Márquez et « Soy porque Somos » ont eu pour obtenir l'aval d'un parti politique afin de participer à la dernière campagne électorale sans perdre leur indépendance et leur autonomie, le démontrent.

Dans la vision de Nelson Mandela, la lutte pour l'égalité dans la double dimension décrite ci-dessus avait une profonde signification démocratique-révolutionnaire. Mais pour y

parvenir, il avait besoin de l'existence d'un parti politique soutenu par un large mouvement de masse, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique du Sud, pour renverser le système d'apartheid. Sa défaite et son démantèlement en vue de construire cette « *Nation arc-en-ciel* », multiraciale et multiculturelle, composée de Blanc.hes et de Noir.es, d'Indien.nes et de métis, se sont déroulés dans un contexte aigu de lutte des classes, sachant que qui dit capitalisme dit aussi racisme.

Francia Márquez et son mouvement « *Soy porque Somos* » (je Suis parce que nous Sommes) s'inscrivent, avec beaucoup de lucidité et de caractère, dans la construction de la Colombie comme « *Pays de l'arc-en-ciel* », qui, comme je l'ai déjà dit, apparaît dans les principes de la Constitution colombienne de 1991. Elle est aussi Nelson Mandela, reconnaissant ce dernier comme un « homme-programme » et une grande référence pédagogique et politique. D'une manière singulière, elle est aussi une « femme-programme » basée sur la conception de l'égalité décrite ci-dessus et sur l'idéologie qu'elle promeut ; elle est une femme révolutionnaire luttant dans une perspective démocratique et anticapitaliste. Afin de réaliser cette idéal, elle a besoin d'un parti politique. Les cosmogonies sont nécessaires à l'affirmation de l'identité, mais elles ne sont pas suffisantes pour atteindre de tels objectifs.

À cet égard, il est important de se pencher à nouveau, avec un esprit critique et une grande ambition politique, libre de tout dogmatisme, tout d'abord sur la [Charte de la liberté](#) qui fut adoptée comme programme de l'ANC en 1955 par le Congrès de l'Alliance (*Congres of Alliance*) réunissant le Congrès National Africain, le Congrès hindou sud-africain, l'Organisation des gens de couleur et le [Congrès des Démocrates](#). Avec ce programme, Mandela et l'ANC ont gagné le pouvoir, renversé le système d'apartheid et, après un processus constituant, établi un nouveau régime de démocratie représentative sans discrimination, non racialisé et non sexiste, où 28 millions d'Africain.es noir.es et 5 millions d'Africain.es blancs ont pu voter ensemble et définir la physionomie institutionnelle de cette nouvelle République.

Il est également nécessaire d'étudier la formation d'une tradition radicale noire qui a été élaborée pour affronter ce capitalisme racialisé et construire une perspective de liberté et d'émancipation sociale et politique. C'est le cas d'auteurs tels que [Cedric J. Robinson](#) et son livre monumental [Black Marxism. The Making of the Black Radical Tradition](#); [Daniel Montañez Pico](#), auteur de [Marxismo Negro. Pensamiento descolonizador del caribe anglófono](#) ; [Manuel Zapa Olivella](#), auteur, entre autres, de [¡Levántate Mulato ! Por mi raza hablará el espíritu](#) et [El hombre colombiano](#) ; Luigi Ferrajoli, et son [Manifiesto por la igualdad](#) ; Karl Marx et Friedrich Engels, avec le livre [La guerre civile aux Etats-Unis](#) et les mémoires de Nelson Mandela, [Un long chemin vers la liberté](#).

Sans oublier l'étude de l'expérience des *Black Panthers* brisée par la violence et la terreur aux États-Unis, ainsi que l'important ouvrage d'Angela Davis, *Abolition Democracy Beyond Empire, Prisons, And Torture* et son combat pour l'abolition du système carcéral industriel, expression de la *ré-esclavisation* de la population noire et latino qui remplit les prisons étatsuniennes.

Enfin, je ne voudrais pas terminer ces notes sans mentionner le magnifique poème [Rotundamente negra](#) de la poétesse afro-descendante [Shirley Campbell Barr](#) :

Je refuse carrément

mon sang

et ma peau.

Et je refuse carrément

de cesser d'être moi

Cesser de me sentir bien

quand je regarde mon visage dans le miroir

avec ma bouche

carrément grande,

et mon nez

carrément beau,

et mes dents

carrément blanches,

et ma peau

bravement noire.

Et je refuse catégoriquement

d'arrêter de parler

ma langue, avec mon accent et mon histoire.

Et je refuse absolument

de faire partie de ceux qui se taisent

De ceux qui craignent

De ceux qui pleurent.

Parce que je m'accepte

Carrément libre

Carrément noire,

Carrément belle.

Cet article a été initialement publié sur le site [La Rosa Roja](#)

## Notes

[1] Luigi Ferrajoli, *Iura Paria. Los fundamentos de la democracia constitucional*, Editorial Trotta, Madrid, 2020.

[2] Luigi Ferrajoli, *Derechos y garantías. La Ley del más débil*, Editorial Trotta, Madrid, 1999.

[3] La philosophie politique de Francia Márquez s'inspire de l'[Ubuntu](#), un mot zoulou et xhosa qui signifie « Je suis parce que nous sommes ». Ce concept traditionnel sud-africain est devenu la devise de la pré-candidate, marquant une philosophie de la communauté et de l'interdépendance. « Je suis *un* maillon de la chaîne et la chaîne ne se brise pas ici », a-t-elle [déclaré](#) lors d'une convention féministe en 2021.